Pression politique au ministÃ¨re de lâ€™Environnement pour davantage de terres agricoles

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
June 2024

QuÃ©bec veut Ã©tendre les terres en culture coÃ»te que coÃ»te, sans Ã©gard au fait que plusieurs cours d'eau en milieu agricole sont dans un Ã©tat critique. Disant Ãªtre sous pression politique, des scientifiques du ministÃ¨re de l'Environnement craignent que les garde-fous ne suffisent pas Ã enrayer une pollution dÃ©jÃ grave.

Le processus de modernisation du RÃ¨glement sur les exploitations agricoles (REA) est dans l'ombre desÂ "commandes des autoritÃ©s", est-il inscrit directement dans un document interne consultÃ© parÂ Le Devoir. Il fautÂ "retirer l'interdiction d'augmenter les superficies en culture"Â imposÃ©e dans certaines zones oÃ¹ les plans d'eau dÃ©passent des valeurs critiques, notamment en matiÃ¨re de phosphore, y lit-on. Il s'agit ainsi de lever le moratoire imposÃ© depuis 2004 dans plus de 550 municipalitÃ©s oÃ¹ les bassins versants sont identifiÃ©s comme dÃ©gradÃ©s. Cette commande estÂ "clairement d'ouvrir des terres", mÃªme lÃ oÃ¹ les riviÃ¨res vont mal, prÃ©cisent les sources qui tiennent Ã conserver l'anonymat par peur de perdre leur emploi. Or, les plus rÃ©centes donnÃ©es scientifiques montrent que les amÃ©liorations dans ces zones sont trÃ¨s minces, voire nulles. En 20 ans de surveillance et d'effort, aucun de ces endroits n'est redescendu sous le seuil fixÃ© par QuÃ©bec. Il y a mÃªme plus : la liste des bassins versants dÃ©gradÃ©s devrait plutÃ´t s'allonger, selon divers tests de qualitÃ© de l'eau, dont ceux rÃ©alisÃ©s par le ministÃ¨re lui-mÃªme. L'expansion des grandes cultures au cours des 15 derniÃ¨res annÃ©es, comme le soya et le maÃ¯s, est en outreÂ "une bombe Ã retardement", car ces cultures nÃ©cessitent Ã©normÃ©ment de fertilisation et d'autres intrants.

Sarah R. Champagne -Â Le Devoir